

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES FLANDRES
2 RUE DE LA BATELLERIE CS 94523
59386 DUNKERQUE CEDEX 1**

**MARCHÉ A PROCEDURE FORMALISEE
Publication au BOAMP et au JOUE**

MARCHE 01/2026 NETTOYAGE DES LOCAUX ET DE LA VITRERIE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

(C.C.A.P.)

Date limite de réception des offres : 18/03/2026 à 11h00

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation est un marché de service qui a pour objet la réalisation de la prestation de nettoyage des locaux de la Cpm des Flandres.

Le prestataire sera chargé de mettre en œuvre le projet en prenant parfaitement bien en compte les contraintes techniques ainsi que tous les éléments précisés dans le cahier des clauses techniques particulières

1.2. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres désignée dans le présent CCAP par l'expression « l'Organisme » représentée par sa Directrice, Madame Magali EVEN;

- d'autre part, l'entreprise, ou le groupement solidaire d'entreprises, Titulaire du marché, désigné dans le présent CCAP par l'expression « le Titulaire ».

Le Pouvoir adjudicateur est la Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres.

Le comptable assignataire est l'Agent comptable de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres.

Les documents pour chacune de ces personnes sont à adresser au siège de l'Organisme :

**2 Rue de la Batellerie
CS 94523
59386 DUNKERQUE Cedex 1**

La Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres (et en cas d'empêchement un agent de Direction dûment délégué) a seule qualité pour engager et signer les marchés et avenants.

Le Titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la CPAM ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression : « le représentant du Titulaire ».

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

2.1. PIECES PARTICULIERES

- l'Acte d'engagement
- le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Règlement de consultation (RC)

2.2. PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix, c'est-à-dire le mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres (voir règlement de la consultation), soit février 2026 :

- Le Code des marchés publics en vigueur portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité sociale ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux Marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS).

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une période d'UN an (1) à compter du 1^{er} juin 2026 et pourra être renouvelé DEUX fois par reconduction expresse, pour une même durée soit UNE année (1), sans toutefois que la durée totale du marché ne puisse excéder TROIS ans (3).

Dans l'hypothèse où la CPAM où le Titulaire souhaiterait ne pas reconduire le marché, il devra, au moins 90 jours francs avant la date d'échéance du marché, en informer l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 4 – PRIX

La responsable du marché, Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit dans un délai de 30 jours à compter de la réception de facture établie en double exemplaire avec mention "originale" et "duplicata" :

4.1. MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Les factures portent, outre les mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- l'intitulé et le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la date.

Le mode de règlement choisi par la CPAM des Flandres est le virement. Le ou les Titulaires adresseront un relevé d'identité bancaire, postal ou de Caisse d'épargne.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

4.2. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

4.3. CONTENU DES PRIX

Le marché est traité à prix global forfaitaire (Annexe 1).

ARTICLE 5 – REFACTION ET PENALITES

5.1 – REFACTIONS

5.1.1 Prestations non satisfaisantes

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement.

Conformément à l'article 21.24. du CCAG-FCS, lorsque le Pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut décider d'une répétition des prestations sans surcoût ou prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Lorsque le Pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être répétées ou admises en l'état, même avec réfaction, elle en prononce le rejet partiel ou total. Ces décisions seront motivées.

5.1.2 Prestations non exécutées

Les prestations non exécutées constatées par le représentant de l'Organisme devront être refaites par le Titulaire. Le pouvoir adjudicateur pourra envoyer des photos au titulaire pour lui prouver l'inexécution de la prestation. Celui-ci devra dans un délai de 48h, prendre toutes dispositions pour effectuer cette remise en état.

5.2 – PENALITES

Indépendamment et cumulativement, il pourra être fait application des pénalités suivantes sans avertissement préalable.

5.2.1 - Pénalité pour inexécution de la prestation

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance de ses interventions. Le respect scrupuleux des consignes est nécessaire. Seuls les travaux effectivement réalisés seront mandatés.

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des travaux, après une première mise en demeure par mail au responsable de secteur, non assortie de sanctions, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie se réserve le droit, pour un nouveau manquement, d'appliquer une pénalité de 20€ par jour, quel que soit l'importance du manquement jusqu'à ce que le titulaire prouve par des photos l'exécution de la prestation.

Passé un délai d'un mois, si aucune amélioration n'est constatée, le marché sera résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie pourvoira à l'exécution des travaux aux frais et risques du Titulaire en défaut.

5.2.2 – Ouverture et fermeture des bâtiments

Toute omission d'ouverture ou de fermeture d'un accès par l'intervenant a pour conséquence, soit d'empêcher toute entrée au personnel administratif dans les locaux de la CPAM, soit de rendre les locaux vulnérables à une intrusion extérieure.

Par conséquent, une pénalité de 75,00€ sera appliquée en cas d'omission d'ouverture ou de fermeture d'un accès. De plus, la facture relative à l'intervention de la Société de Surveillance sera à la charge de l'entrepreneur.

5.2.3 - Absences aux réunions provoquées

L'absence du représentant du Titulaire et/ou du personnel d'encadrement aux réunions provoquées implique une pénalité de 50,00€ par personne et par absence.

Tout retard de plus d'1/2 heure sera considéré comme une absence.

ARTICLE 6 – ASSURANCE

De préférence avant la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le prestataire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au marché.

ARTICLE 7 – RESILIATION

L'organisme se réserve le droit de résilier à tout moment le marché de services en cas de manquement par le prestataire aux obligations énoncées dans le présent cahier des charges.

ARTICLE 8 – REPRISE DU PERSONNEL

En application de l'article L122-12 alinéa 2 du Code du Travail et de la Convention collective nationale des entreprises de propreté, étendue par arrêté du 31 octobre 1994, le Titulaire du présent marché s'engage à assurer la continuité des contrats de travail des salariés au marché, dans les conditions prévues par les textes.

Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché dans indemnité, conformément à l'article 32.1 du CCAG de fournitures courantes et services.

ARTICLE 9 – LITIGES

Si des difficultés devaient s'élever entre l'Organisme et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire sera soumise à la juridiction compétente pour le site de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Flandres.

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE

Les dispositions relatives à la sous-traitance définies au Code des Marchés publics s'appliquent.

Selon, l'article 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, l'organisme précise que les tâches essentielles seront effectuées directement par le titulaire. La sous-traitance ne pourra être proposée que pour des tâches annexes.

ARTICLE 11 – OBLIGATION DE SECURITE ET DE CONFIDENTIALITE

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent

Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

5. Des badges permettant l'accès aux locaux des bâtiment seront remis au prestataire dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le prestataire et son personnel s'engagent :

- à confier les badges uniquement au personnel concerné par l'activité du contrat ;
- à utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité chez le bénéficiaire, et durant les horaires d'intervention convenus entre le prestataire et le bénéficiaire ;
- à assurer la protection physique des badges fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol ;
- à ne pas permettre à un tiers, par quel moyen que ce soit, de réaliser une association entre lesdits badges et l'adresse du bénéficiaire;
- à avertir dans les plus brefs délais le bénéficiaire en cas de perte ou de vol de l'un ou des badges ;
- à restituer les badges à terminaison du contrat.

6. Gestion de l'alarme anti intrusion

Les locaux du bénéficiaire sont équipés d'un système de détection d'intrusion physique. Un code confidentiel permettant la mise sous et hors surveillance du système ainsi qu'un mode opératoire décrivant ces opérations sont remis au prestataire.

Le prestataire et son personnel s'engagent :

- à assurer la confidentialité du code fourni (*) ;
- à utiliser le code fourni uniquement dans le cadre de leur activité durant les horaires d'intervention convenus entre le prestataire et le bénéficiaire ;
- à mettre hors surveillance le système d'anti intrusion au démarrage de chaque intervention et dans le délai imparti évitant ainsi le déclenchement de l'alarme anti intrusion ;
- à mettre sous surveillance le système d'anti intrusion à l'issue de chaque intervention ;
- à signaler au bénéficiaire toute alerte remontée par le système lors de sa mise sous surveillance ou lors de sa mise hors surveillance ;
- à avertir dans les plus brefs délais le bénéficiaire en cas de risque de divulgation dudit code ;
- à signaler au bénéficiaire le départ d'un collaborateur du prestataire ayant eu connaissance du dit code.

(*) Règle de bonnes pratiques pour le stockage du code :

Le code de mise/hors surveillance du système, s'il est stocké sur un support, quelle que soit la nature de ce support (papier, numérique, etc.), ne doit pas être distinguable et ne pas pouvoir être rattaché de quelque façon que ce soit au bénéficiaire. Par exemple, ce code pourra être utilement noyé dans un ensemble de chiffres de façon à ce que seul l'utilisateur du code se souvienne de la position du code au sein du dit ensemble.

ARTICLE 12 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le Prestataire devra pour les services qui lui sont confiés, adopter les méthodes et moyens qui satisfont les exigences environnementales et s'interdire celles qui y porteraient grief.

Le Prestataire déclare souscrire pour ses recrutements aux principes du développement durable et particulièrement à la formation professionnelle du personnel, la non discrimination à l'emploi ou l'insertion sociale par l'activité économique.

ARTICLE 13 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le prestataire reste soumis au cahier des clauses administratives générales « fournitures courantes et services ».

ARTICLE 14 – SECURITE

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières. Il veille à faire observer par son personnel les règles de sécurité du travail. Il s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre aux différents sites.

ARTICLE 15 - PIECES A FOURNIR PAR LE PRESTATAIRE

Le titulaire du marché produit tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

A Dunkerque, le

Le Pouvoir Adjudicateur
La Directrice de la CPAM des Flandres

Par délégation
Dé *HOISSIN KROCK*
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE
DE LA REGION DES FLANDRES

Magali EVEN, 2, rue de la Batellerie
59386 DUNKERQUE Cedex